



Partisan

Organisation Communiste Marxiste Léniniste
Voie Prolétarienne

Organisation Communiste Marxiste-Léniniste
Voie Prolétarienne

Histoire de la Résistance Palestinienne

(Publiée en 2002)

*OCML Voie Prolétarienne
Boîte Postale 133*

93213 LA PLAINE SAINT-DENIS Cedex

<http://ocml-vp.org>

contact@ocml-vp.org

Palestine : Chronologie politique

1516/1917

La Palestine est conquise en 1516 par les ottomans (les turcs) et sera occupée jusqu'en 1917 (défaite de l'Empire ottoman lors de la 1^{ère} Guerre mondiale).

En 1890, 650 000 arabes (musulmans et chrétiens) et 35 000 juifs (soit 5 %) vivent en Palestine.

1896 / 1917 : naissance du sionisme.

1896 : Le mouvement sioniste (qui tire son nom d'une colline de Jérusalem), créé et théorisé par Theodor Herzl, **est stimulé par la vague antisémite qui sévit en Europe et les persécutions permanentes** dont sont victimes les communautés juives.

Partant de l'aspiration juste des juifs à assurer leur propre sécurité, l'idéologie sioniste va toutefois prendre la forme d'**un mouvement nationaliste, communautaire et religieux**, se basant sur un double mythe :

1/ Le mythe biblique d'une « terre promise pour un peuple élu » ;

2/ Le mythe d'« une terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

A noter que la grande majorité des juifs choisissant l'immigration crurent de bonne foi à cette manipulation colonialiste.

Le mouvement sioniste se fixe comme objectif d'établir en Palestine un foyer national, **c'est à dire en fait un Etat peuplé exclusivement de juifs**.

Le « sol » et le « sang » deviennent les deux piliers de l'idéologie sioniste, entraînant un nationalisme et un communautarisme contraignant et ne pouvant aboutir qu'à une ségrégation impitoyable et un colonialisme agressif, qui deviendront effectifs après 1948.

1897 : La constitution de l'Organisation Sioniste Mondiale entraîne une action politique directe afin de favoriser l'immigration juive en Palestine et d'entreprendre la colonisation du pays. Celle-ci s'organise autour d'une tactique qui doit être intangible, et qui dirigera effectivement jusqu'à aujourd'hui la politique sioniste d'Israël : **« ne jamais abandonner ni position ni territoire sauf sous la contrainte d'une force supérieure »**.

Les pionniers s'installent sur des terres, en général inexploitées auparavant, qui ont été achetées par l'Agence juive pour la Palestine et le Fonds national juif, chargé de collecter des fonds auprès de la Diaspora.

A noter que dès le début, **au nom des valeurs universalistes et humanistes du judaïsme, une forte opposition juive au sionisme** apparaît, et notamment au sein du Bund, organisation créée fin du XIX^{ème} siècle et regroupant des ouvriers juifs socialistes des pays d'Europe de l'Est.

1916 : Accords Sykes-Picot : ils prévoient le partage des territoires occupés par l'Empire Ottoman au Proche-Orient entre la France (Syrie, Liban) et l'Angleterre (Jordanie, Irak). Le Royaume Uni veut sa part du gâteau colonial que vont se partager les vainqueurs de la Grande Guerre.

1917 : La Société des Nations (ancêtre de l'ONU) confie le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne. Pour s'attirer les bonnes grâces des Anglais, les sionistes vont alors présenter leurs plans de colonisation et d'appropriation de la Palestine comme un moyen de servir les intérêts impérialistes du Royaume Uni.

C'est ainsi qu'après avoir aidé les arabes dans leur révolte contre les ottomans et avoir promis la constitution d'un grand royaume arabe uni, la Grande Bretagne va faciliter l'immigration juive en

publiant **la déclaration Balfour** (du nom du ministre britannique des affaires étrangères), qui promet la constitution d'un foyer national juif en Palestine.

1919

On compte désormais près de 80 000 juifs face à 570 000 musulmans et à plus de 70 000 arabes chrétiens. Mais pour les sionistes, ce n'est que le début. Ben Gourion, chef de file du mouvement sioniste et futur chef de l'Etat d'Israël déclare : « Le seul souci qui doit imprimer notre action est **la conquête** de notre terre et son redressement par une énorme immigration. Tout le reste est rhétorique ».

1922

Les britanniques séparent la Transjordanie (actuelle Jordanie) de la Palestine pour en faire un royaume semi-autonome.

1933

L'arrivée d'Hitler au pouvoir, la pression de l'antisémitisme nazi et l'adoption des « lois anti-juifs » dans le Reich, poussent de nombreux Juifs à se réfugier en Palestine. D'autant plus que les « démocraties » européennes ont durci leurs législations sur l'immigration, empêchant les Juifs, et notamment les plus pauvres, de trouver refuge en Europe.

1936

Alors que les sionistes colonisent la Palestine à un rythme toujours croissant, la révolte arabe s'amplifie, violemment réprimée par les Britanniques et suivie de terribles représailles de la part de l'armée britannique.

Seconde Guerre Mondiale

Pendant la guerre, et alors que les nazis ont programmé et accompli pour partie la destruction des Juifs d'Europe (plus de 6 millions de morts), l'immigration s'intensifie. En 1946, on recense 600 000 Juifs. Le nombre de colonies juives avoisine les 300 à la fin de la guerre et représentent 6% des terres.

C'est alors qu'entrent particulièrement en scène deux organisations terroristes juives, qui s'étaient déjà manifestées bien avant la guerre, et qui ont pour mission précise de s'attaquer directement aux forces britanniques. Ce sont **le Lehi** dont le chef est **Yitzak Shamir** et **l'Irgoun** de **Menahem Begin**, tous deux futurs premiers ministres de l'État d'Israël.

Durant toute la période de son mandat en Palestine (1922/1947), la Grande Bretagne guidé par ses propres intérêts impérialistes a attisé le conflit entre arabes et colons juifs.

1947

29 novembre : L'assemblée générale des Nations unies adopte, **la résolution 181 qui prévoit le partage de la Palestine** en un « Etat juif », un « Etat arabe » et une zone « sous régime international particulier ». **La partition ethnique de la Palestine est en marche.**

Ce partage montre un déséquilibre flagrant en faveur d'un futur Etat juif. **Alors que les juifs représentent moins d'un tiers de la population et possèdent moins de 6% des terres, ils se voient attribuer 57% du territoire total de la Palestine, 80% des terres céréalières et 40% de l'industrie de la Palestine.**

Cette résolution est votée par les USA (qui y défendent la création d'un Etat pro-impérialiste dans la région) et l'URSS de Staline, qui sacrifie ainsi les principes de l'Internationalisme prolétarien et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au profit des supposés intérêts nationaux russes dans son opposition à la Grande Bretagne.

1948

9-10 avril : L'Irgoun et le Lehi organisent **le massacre méthodique des 250 habitants du village palestinien de Deir Yassine**. Les ruines du village seront rasées, pour faire place à de nouvelles habitations juives, effaçant jusqu'aux traces même du massacre et empêchant qu'il ne devienne un « lieu de mémoire ».

A partir de 1948 la destruction des villages palestiniens devient systématique (**384 villages arabes détruits** par Israël pour **la seule année 1948**).

14 mai : Alors que de violents affrontements ont lieu un peu partout en Palestine, la Grande-Bretagne décide de mettre fin à son mandat et quitte la Palestine. **David Ben Gourion proclame immédiatement la création de l'état d'Israël** sans que soient précisées les frontières de nouvel Etat. Il est reconnu exactement onze minutes plus tard par les USA (!) puis par de nombreux autres états dont l'URSS et la France (qui le fera en 1949).

A partir de maintenant le sionisme d'Israël devient **une idéologie d'Etat** fondée sur le racisme, l'apartheid et l'exploitation coloniale.

Israël expulse 900 000 palestiniens qui prennent alors le chemin de l'exil et deviennent du jour au lendemain de misérables réfugiés, dispersés dans les pays voisins.

Ne restent en Palestine, devenu « Israël », que 160 000 Palestiniens, devenus subitement étrangers dans leur propre pays. Ils seront « citoyens israéliens », citoyens en fait de seconde zone, n'ayant pas les mêmes droits civils que les juifs.

L'Etat palestinien, lui, n'a pas vu le jour.

11 décembre : Adoption par les Nations Unies de la **résolution 194** qui décide, par son article 11 « **qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers** le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé (...) »

David Ben Gourion déclare à propos des réfugiés palestiniens : « Nous devons empêcher à tout prix leur retour ».

1950

24 avril : Annexion de la Cisjordanie par la Transjordanie. L'Egypte assure son contrôle sur Gaza. **Les régimes réactionnaires arabes se partagent le reste de la Palestine.**

1956

Octobre-novembre : A la suite de la Nationalisation du canal de Suez par le président égyptien Nasser, Israël, la France et la Grande-Bretagne attaquent l'Egypte. Israël en profite pour occuper temporairement la bande de Gaza.

1959

Révoltes des immigrants juifs Séfarades (« orientaux ») : alors que les immigrants juifs originaires d'Europe (les Ashkénazes, majoritaires), s'attribuaient les meilleures terres et les meilleurs logements, les « orientaux » (dont la plupart venaient du Maroc), furent parqués pendant de nombreuses années dans des camps de toile : pour eux la « terre promise » ressemblait aux camps de réfugiés des Palestiniens. La discrimination et le racisme dont ils étaient victimes furent à l'origine des révoltes qui éclatèrent en 1959, où l'on vit même apparaître des slogans demandant le retour au Maroc. Ces manifestations furent durement réprimées, et l'Etat israélien les installa finalement dans des « villes de développement », c'est à dire des cubes de béton dans le désert.

Octobre : **Premier congrès du Fath. Mouvement de la Résistance palestinienne**, de Yasser Arafat. Ce mouvement qui s'oppose dès sa création aux visées nationalistes des bourgeoisies arabes

et de leurs régimes réactionnaires, se développe dans la clandestinité jusqu'en 1963. Il s'agit alors de créer un mouvement indépendant des régimes réactionnaires arabes et de préparer la lutte.

1964

29 mai : Création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)

La réaction arabe n'arrivant pas à récupérer le mouvement palestinien naissant à son profit, décide de le court-circuiter en créant l'OLP.

Mais le Fath ne cède pas et au lieu de se découvrir et de se « vendre » en se fondant dans l'OLP, il décide de rester dans la clandestinité et de préparer la lutte armée.

L'OLP qui est alors une véritable marionnette dans les mains de la réaction arabe, est dirigée par Choukeri, bourgeois palestinien, homme du président égyptien Nasser. Celui-ci décrédibilisera l'ensemble de la cause palestinienne par ses excès fréquents, dont sa déclaration en 1967 de vouloir « jeter tous les Juifs à la mer ».

La contradiction est forte entre ces bourgeoisies arabes réactionnaires, qui veulent s'approprier pour leur compte la terre de Palestine et fonde leur action sur l'antisémitisme, et les masses palestiniennes, soucieuses de leur indépendance politique et ayant toujours ignoré l'antisémitisme.

1965

1^{er} janvier : Première action militaire du Fath contre Israël. La décision historique de déclenchement de la lutte armée contre l'Etat sioniste répond aussi à la provocation arabe.

Des actions ont désormais lieu dans toute la Palestine et la lutte dans les territoires occupés s'intensifie. De janvier 1965 à juin 1967, 73 communiqués militaires sont publiés, rendant compte chacun de 10 à 30 opérations.

1967

5-10 juin : **Guerre des Six Jours.** Elle intervient suite à une succession d'événements qui ont fait monter la tension entre Israéliens et les Etats arabes, notamment le détournement des eaux du Jourdain par Israël, le blocus du golfe d'Aqaba (5% du commerce se faisait par ce port) et des gesticulations verbales de Nasser. Se sentant « menacé », Israël lance une rapide offensive contre l'Egypte et la Jordanie. En six jours, les forces armées d'Israël vont infliger à Nasser une lourde défaite.

Israël occupe alors le Sinaï égyptien, le Golan syrien et **le reste de la Palestine : la Cisjordanie, la bande de Gaza, et Jérusalem-Est**, dont la colonisation commence dès l'été. On dénombre **200 000 nouveaux réfugiés palestiniens** dans les camps de Jordanie, de Syrie ou du Liban.

La surface totale du territoire occupé par Israël est brutalement multipliée par 5 et passe à 100 000 km².

Août : **Le FPLP** (Front Populaire pour la Libération de la Palestine), dirigé par Georges Habache, **rejoint le mouvement.** Issu du mouvement nationaliste-bourgeois arabe, le FPLP a, après une longue évolution idéologique, rompu avec ces conceptions chauvines, et se réclame désormais du marxisme-léninisme.

Les mouvements palestiniens qui se sont développés dans la lutte et ont mûri, sont maintenant en mesure de se forger leur propre représentation politique, relativement indépendante des pays arabes. Désormais en position de force vis à vis de la réaction arabe, **ces mouvements (dont le Fath et le FPLP) choisissent d'investir l'OLP, de la reprendre en main et s'y fédèrent.** Sous leur direction, la lutte armée se développe, harcelant l'armée israélienne et parvenant à gêner l'Etat d'Israël. Les régimes arabes doivent eux aussi faire face à une nouvelle force politique organisée et déterminée à mener la lutte pour une **Palestine laïque, démocratique et anti-impérialiste, regroupant juifs et arabes.**

En Jordanie, la présence de la résistance palestinienne armée, révolutionnaire, agissant depuis son territoire et recevant **le soutien du peuple jordanien, menace le pouvoir réactionnaire du roi.**

22 novembre : Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte **la résolution 242** qui exige « **le retrait des forces israéliennes des territoires occupés** ». Cette résolution sera reprise dans toutes les résolutions ultérieures de l'ONU et définit les bases de la paix, selon l'ONU, par l'évacuation des territoires occupés par Israël en 1967.

1968

21 mars : L'Etat sioniste attaque le camp de réfugiés palestiniens de Karameh, en Jordanie, qui sert de base aux résistants palestiniens. 400 feddayins (partisans palestiniens), repoussent l'armée israélienne.

Cette action d'éclat renforce la résistance palestinienne et montre aux masses palestiniennes qu'il est possible de se battre et de gagner contre l'ennemi sioniste qui paraît si puissant. Elle constitue donc **une victoire politique de la guerre populaire** face à la stratégie mise en place par les Etats arabes contre Israël.

A partir de maintenant, le mouvement passe de la clandestinité à l'action de masse.

10-17 juillet : Le quatrième Conseil National Palestinien entérine la reprise en main de l'OLP par la résistance palestinienne. Toutes les organisations de masse y sont représentées ainsi que les organisations politiques. Le Fath obtient la majorité. La Charte nationale est modifiée, on y inscrit la nécessité de la lutte armée.

1969

Février : La gauche du FPLP, dirigée par Nayef Hawatmeh, scissionne et **devient le FDLP** (Front Démocratique de Libération de la Palestine). Il rejette catégoriquement tout slogan chauvin (du type « les Juifs à la mer ») et entame un dialogue avec les forces progressistes israéliennes. Hawatmeh : « Il est vrai qu'un tel dialogue constitue une menace à la fois pour le sionisme et la réaction arabe ».

1970

Février : Graves affrontements entre l'OLP et le gouvernement jordanien. Le mouvement doit alors faire face à une série de coups conjugués des sionistes et de la réaction arabe pour abattre la résistance. L'OLP choisit de concentrer ses forces à Amman (capitale de la Jordanie) et de défendre la ville plutôt que de disperser les forces dans toute la Jordanie. Ce sera une terrible erreur militaire.

Septembre : **Septembre Noir**. Devant les progrès de la révolution palestinienne qui menace le pouvoir du Roi, Hussein décide d'agir. Il lance une terrible répression contre les groupes armés de la résistance palestinienne. Cette répression, nommée **Septembre Noir**, fait plus de 3500 morts. **Les palestiniens sont expulsés vers le Liban et la Syrie. En 1971, la direction de l'OLP, est expulsée à son tour et s'installe avec ses combattants sur le territoire libanais.** Quelques 500 000 Palestiniens vivent ainsi au Liban (soit environ 15 % de la population).

1973

La droite libanaise ordonne une répression « préventive » contre les feddayins. **Le Liban rentre rapidement dans un climat de guerre civile** entre les forces progressistes, pro-palestiniennes et majoritairement musulmanes, et les réactionnaires libanais chrétiens regroupés au sein des Forces libanaises (phalangistes d'extrême-droite), alliés d'Israël et de l'impérialisme.

Avril : Opération israélienne à Beyrouth et assassinat de trois importants dirigeants de l'OLP.

Mai : Après les sionistes, la réaction arabe prend le relais et tente de détruire le mouvement en faisant procéder au « nettoyage » de Beyrouth par l'armée libanaise. De violents affrontements ont

lieu, mais la résistance conjuguée des forces progressistes libanaises et de la résistance palestinienne fait échouer cette tentative.

6 octobre : **La guerre du Kippour** (ou guerre d'Octobre). L'Egypte et la Syrie lancent une offensive pendant la fête juive de Yom Kippour, pour reconquérir les territoires occupés par Israël en 1967.

L'armée israélienne lance une contre-offensive victorieuse contre l'Egypte, du 11 au 15 octobre 1973.

26-28 novembre : Sommet arabe d'Alger. L'OLP est reconnue comme « seul représentant du peuple palestinien ». La Jordanie s'abstient sur cette résolution puis reconnaît finalement l'OLP en 1974. Le peuple palestinien a réussi, par sa résistance à imposer sa propre représentation, indépendante, aux régimes arabes.

1974

1^{er}-9 juin : Douzième Conseil national palestinien. L'OLP accepte l'idée d'une autorité nationale sur « toute partie libérée de la Palestine ». **Le FPLP refuse cette perspective de création d'un mini-Etat palestinien**, qui correspond de fait à l'abandon de l'objectif stratégique d'un seul Etat, laïque et démocratique. Il prend la tête de l'opposition aux nouvelles orientations de compromis de l'OLP et quitte le Comité Exécutif (qu'il réintègrera en 1981). Le FDLP ainsi que le Parti Communiste Palestinien (pro-soviétique) soutiennent quant à eux l'orientation majoritaire.

13 novembre : Discours de Yasser Arafat à l'ONU. L'OLP obtient le statut d'observateur.

22 novembre : L'Assemblée Générale de l'ONU vote la résolution 3236 qui réaffirme « le droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés », **et reconnaît au peuple Palestinien le droit à l'autodétermination.**

1975

Avril : Début de la guerre civile libanaise.

Vote de la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui condamne **le sionisme comme « une forme de racisme et de discrimination sociale »**. Mais, les Israéliens et leurs protecteurs américains parviennent en 1991, à l'occasion de l'effondrement du bloc soviétique qui modifie la répartition des votes aux nations Unies, à faire annuler cette condamnation.

1976

30 mars : **Journée de la terre.** Pour protester contre la « confiscation » par l'Etat sioniste, le 13 février précédent, de terres appartenant à trois villages palestiniens, une grève générale et des manifestations ont lieu dans toute la Palestine. Elles seront durement réprimées. Depuis, chaque année, « le jour de la terre », est devenu un jour de lutte pour le peuple palestinien.

1^{er} Juin : La Syrie qui veut renforcer son hégémonie au Liban fait intervenir ses troupes, qui entrent massivement au Liban et écrasent l'OLP et la gauche libanaise, avec l'aide des Phalangistes chrétiens. Cette invasion est suivie du massacre par les Syriens du camp palestinien de Tall Al Zatar.

1977

12-20 mars : Treizième Conseil National Palestinien de l'OLP. Acceptation de l'idée d'**un Etat palestinien indépendant, édifié sur une partie de la Palestine**. La bourgeoisie palestinienne fait un pas de plus dans la trahison et l'acceptation d'un partage de la Palestine en deux Etats. Le FDLP s'éloigne alors du Fath auquel il reproche ses compromis avec la réaction arabe, tout en s'efforçant de préserver l'unité palestinienne.

17 mai : Menahem Begin devient premier ministre.

1978

14 mars : **Israël envahit le Sud-Liban.** Il s'agit officiellement pour Israël de créer une zone de « no man's land » au nord de sa frontière, pour couper tout retrait et/ou tentative d'infiltration des feddayins.

17 septembre: Signature des accords de Camp David entre l'Egypte, Israël et les Etats-Unis qui prévoit notamment le retrait israélien du Sinaï (qui sera effectif en 1982).

1981

14 décembre : **Israël annexe le Golan** (syrien).

1982

Mars-avril : Insurrection palestinienne dans les territoires occupés. Destitution des maires élus (pro-OLP).

6 juin : **Début de l'invasion israélienne du Liban et siège de Beyrouth.** Les forces armées israéliennes viennent prêter main fortes aux Forces libanaises (les phalangistes d'extrême droite) dans leur tentative de destruction de la résistance palestinienne et des progressistes libanaises. La guerre fait entre 10 000 et 30 000 morts.

14 septembre : **Entrée des troupes israéliennes à Beyrouth-Ouest**, zone de la ville transformée en camp de réfugiés palestiniens, centre de la résistance.

16 septembre : **Le massacre de Sabra et Chatila** (Beyrouth Ouest), deux camps de réfugiés palestiniens, est opéré directement par les Forces libanaises, sous la protection de l'armée israélienne commandée par le Général Ariel Sharon, actuel premier d'Israël. Plus de 1500 morts, victimes civiles désarmées, exécutées souvent d'une balle dans la tête. Sous la pression internationale, une Force multinationale remplace les troupes israéliennes. C'est sous « sa protection » que l'OLP entame l'évacuation de la capitale libanaise. La direction de la résistance palestinienne se réfugie alors à Tunis.

1985

Juin : Fin du retrait israélien du Liban, à l'exception de la bande frontalière du sud contrôlée par l'armée du Liban sud, véritable milice fasciste aux ordres d'Israël.

1^{er} octobre : Raid de l'aviation israélienne sur le quartier général de l'OLP en Tunisie (70 morts).

1987

Décembre : **Début à Gaza, puis en Cisjordanie, de l'Intifada** ("le soulèvement").

L'occupation israélienne et la misère, devenues insupportables, provoquent la révolte des Palestiniens vivant dans les territoires occupés depuis 1967. De violents affrontements opposent les jeunes palestiniens à l'armée israélienne qui, pour « mater la subversion », n'hésite pas à tirer sur des adolescents et des civils désarmés. Les raids contre les villages ou des prisons se succèdent. Les morts palestiniens aussi. Plus d'un en moyenne par jour (400 morts et 25 000 blessés, 6 mois plus tard en juillet 1988). Elle durera jusqu'en 1993.

1988

16 avril : Un commando israélien assassine le numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, à Tunis.

31 juillet : La Jordanie renonce officiellement à son « droit » de souveraineté sur la Cisjordanie. L'action diplomatique d'Arafat obtient des succès auprès des régimes réactionnaires arabes... Mais les palestiniens, vivent toujours réfugiés ou sous l'occupation sioniste. Et l'Intifada continue.

12-15 novembre: Dix-neuvième session du Conseil national palestinien à Alger: **l'OLP proclame unilatéralement l'Etat de Palestine, reconnaît l'Etat d'Israël** contre le retrait des Forces israéliennes des Territoires occupés en 67, et réaffirme sa condamnation « du terrorisme » « sous toutes ses formes ». C'est un nouveau pas d'Arafat et de la bourgeoisie palestinienne dans sa stratégie diplomatique et ses renoncements, salué par les américains qui acceptent alors d'ouvrir un « dialogue substantiel » avec l'OLP.

1990

Janvier : L'émigration des juifs d'URSS vers Israël connaît une brusque accélération au moment de la dissolution de l'URSS. Le nombre d'arrivants atteindra 200 000 sur toute l'année. Beaucoup d'entre eux se retrouveront engagés dans l'armée israélienne, en première ligne dans les territoires occupés (ça leur rappelle la Tchétchénie !). D'autres iront gonfler les colonies de peuplement.

8 octobre : **Tuerie des mosquées à Jérusalem** (18 morts, 150 blessés). Israël refuse la commission d'enquête nommée par les Nations unies.

1991

15 janvier : Assassinat, à Tunis de trois dirigeants palestiniens, dont Abou Iyad, numéro 2 de l'OLP

11 mars : Première visite du secrétaire d'état américain James Baker à Jérusalem depuis la guerre du Golfe. De nombreuses suivront jusqu'à **l'acceptation par Israël, le 2 août 1991, du principe d'une conférence de paix.**

30 octobre : **la Conférence de Madrid** se tient sous l'égide USA et de l'URSS. Entretemps Moscou a renoué ses relations diplomatiques avec Israël, rompues depuis 1967. Un long et complexe processus de négociations, y compris bilatérales entre Israël et l'OLP s'engage. Il aboutira aux accords d'Oslo.

1992

23 juin : Itzhak Rabin (Parti Travailleiste) remporte les élections législatives israéliennes. Il envisage un « retrait limité » du Golan en échange d'une « paix totale avec la Syrie ».

1993

9-10 septembre : Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement.

13 septembre : Signature par l'OLP et le gouvernement israélien à la Maison Blanche, de la Déclaration de principes sur l'« autogouvernement ». Ces accords, baptisés « **Accords d'Oslo** », prévoient d'accorder une période d'autonomie palestinienne sur Gaza jusqu'en 1999.

La perspective de la création d'un Etat palestinien - microscopique - apparaît.

1994

25 février : **Massacre dans la mosquée d'Hébron** : le colon Baruch Goldstein assassine 29 Palestiniens.

1^{er} juillet : **Retour de Yasser Arafat à Gaza.** Il reçoit en octobre le prix Nobel de la paix conjointement avec Pères et Rabin.

28 septembre : Arafat et Rabin signent à Washington, **les accords dits Oslo II, sur l'extension de l'autonomie à une partie la Cisjordanie.**

4 novembre : **Assassinat d'Itzhak Rabin par l'étudiant d'extrême-droite Yigal Amir.** Il est remplacé par Shimon Peres.

1996

20 janvier : Arafat est élu président de l'Autorité palestinienne. Le conseil d'autonomie prend le nom de Conseil législatif.

Février-mars : En guise de représailles après l'assassinat de Yehia Ayache, l'« ingénieur » du Hamas, par les services secrets israéliens, le Hamas organise, à Jérusalem, Tel Aviv et Achkelon, une série d'attentats aveugles qui font plus de cent morts et déstabilisent le gouvernement Pérès.

18 avril : Opération israélienne, dite « Raisins de la colère » contre le Liban. **98 civils palestiniens, réfugiés dans le camp de l'ONU de Cana, au Sud-Liban, périssent sous les bombes israéliennes.**

24 avril : Réuni pour la première fois en Palestine, à Gaza, le Conseil national palestinien **élimine de sa Charte tous les articles mettant en cause le droit à l'existence de l'État d'Israël.**

29 mai : Benyamin Nétanyahou avec une coalition regroupant la droite, l'extrême droite et les religieux remportent les élections israéliennes. Il prend la tête du nouveau gouvernement.

27-29 septembre : **La municipalité juive de Jérusalem décide de l'ouverture d'un tunnel en contrebas de l'esplanade des mosquées.** Les manifestations palestiniennes de protestation sont les plus violemment réprimées la fin de l'intifada (76 morts).

1997

25 février : Le gouvernement israélien annonce sa décision **de construire une colonie juive sur la colline de Har Homa, dans la partie arabe occupée de Jérusalem.** Malgré cette violation des accords d'Oslo, les Etats- Unis mettent leur veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU invitant Israël à renoncer à la construction de ces logements.

25 septembre : La police palestinienne autonome ferme seize bureaux et associations liés à Hamas. Le même jour, le Mossad tente d'assassiner en Jordanie le directeur du bureau politique en exil de Hamas, M. Khaled Mechaal. Deux de ses agents sont arrêtés par les Jordaniens.

1er octobre. Sous la pression de la Jordanie, **Israël libère le cheikh Ahmed Yassine, chef spirituel de Hamas.**

La Jordanie échange les deux agents du Mossad, arrêtés le 25 septembre, contre 35 prisonniers palestiniens.

1998

13 juillet, le **Conseil de sécurité des Nations unies demande à Israël de renoncer au Grand Jérusalem.** Pourtant, la colonisation de Jérusalem-Est se poursuit à un rythme soutenu, y compris pendant le déroulement des pourparlers avec l'OLP.

Le premier ministre israélien Netanyahu déclare : « **Israël traverse une période qui nécessite une activité énergique pour renforcer la mainmise juive sur la terre** » tandis que son ministre des Affaires étrangères, Ariel Sharon, invite les colons « à passer à l'assaut » en leur proclamant : « **tout ce que vous prendrez restera entre nos mains** ».

23 octobre : **Accord de Wye River (ou Wye Plantation)**. L'Autorité palestinienne devrait récupérer dans les trois mois 13% supplémentaires du territoire de la Cisjordanie (dont 1% seulement en pleine souveraineté et 12% en souveraineté partagée avec Israël), en échange d'une répression accrue de la part de la police palestinienne des mouvements opposés aux accords, dont le FPLP et les Islamistes. La CIA supervise le plan de « lutte contre le terrorisme ».

1999

4 mai : Fin de la période d'autonomie palestinienne prévue par les accords d'Oslo. Alors qu'aucun accord sur le statut final de la Cisjordanie et de la bande de Gaza n'a été conclu, l'OLP souhaite procéder à **la proclamation de l'Etat palestinien indépendant, pour obliger les israéliens à poursuivre les négociations**. Sur la pression de Clinton, qui promet de « tout faire » pour aboutir « dans un délai d'un an », **l'OLP accepte de reporter cette proclamation**.

17 mai : Elections en Israël. Le candidat travailliste Ehoud Barak l'emporte largement.

13 octobre : Le premier ministre Ehoud Barak et la principale organisation de colons juifs s'accordent sur le démantèlement d'**une dizaine** d'implantations sauvages **sur les 42** établies sous le gouvernement Nétanyahou.

2000

Mai : Retrait précipité, (il était prévu au 7 juillet), de l'armée israélienne du Liban sud suite à l'offensive du Hezbollah (Islamiste chiites libanais) et à l'effondrement de l'ALS (armée du Liban sud).

28 septembre : Le nouveau chef du Likoud, Ariel Sharon, protégé par des centaines de soldats et policiers, se rend sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Face à cette provocation de violents incidents éclatent. Le lendemain, une nouvelle, la 2^{ème}, intifada débute. Elle continue toujours.

1^{er}-9 décembre : Ehud Barak annonce sa démission.

28 décembre : Le sommet de Charm el-Cheick où devait se réunir Barak, Arafat, Clinton et Moubarak, est finalement annulé. Israël s'oppose à une souveraineté palestinienne sur l'esplanade des Mosquées. **Les Palestiniens refusent de renoncer au principe d'un droit au retour pour les réfugiés**.

2001

20 janvier : George W. Bush, devient le 43^{ème} président des Etats-Unis.

6 février : Ariel Sharon est élu premier ministre d'Israël et forme un gouvernement d'union nationale, du centre gauche à l'extrême droite. C'est la victoire des sionistes « ultra ».

28 mars : L'armée israélienne lance une série de raids par hélicoptères à Gaza et en Cisjordanie. Sharon annonce, qu'engagé dans une épreuve de longue haleine, Israël ne répondrait plus au coup par coup, mais prendrait l'initiative des opérations. C'est une déclaration de guerre contre « l'Autorité palestinienne », désarmée, et qui « gère » un territoire transformé en confettis par la colonisation et l'occupation israélienne.

23 avril : Un enfant palestinien est tué dans la bande de Gaza : **c'est la 400^{ème} victime palestinienne depuis la reprise de l'Intifada le 28 septembre 2000**. Aux tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés, l'armée israélienne rajoute la destruction systématique de dizaines de maisons, de vergers, d'installations.

2 mai : Une réunion du cabinet israélien de sécurité, présidée par Ariel Sharon, **se tient pour la première fois dans une colonie juive, à Ofra.**

5-13 mai : A la commission internationale Mitchell qui préconise un gel de l'extension des colonies juives de peuplement en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, Israël répond en prônant une politique de « liquidation choisie » de militants palestiniens et **de « croissance naturelle des colonies ».**

27 août : Abou Ali Moustapha, chef du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) est tué dans son bureau par deux missiles de l'armée israélienne à Ramallah. L'Autorité palestinienne y voit une provocation pour une « guerre totale et sans limite ».

Automne 2001 - printemps 2002 : Alors que le rythme « exécution sommaires de militants palestiniens » / « attentats suicides des Islamistes » se multiplie, Israël détruit méthodiquement l'Autorité Palestinienne et les infrastructures sociales et économiques palestinienne. La vie quotidienne pour les Palestiniens devient impossible. En mars 2002, 34 nouvelles colonies ont été créées depuis le déclenchement de la nouvelle Intifada. L'offensive israélienne, soutenue par Bush, veut saisir l'opportunité d'en finir avec l'Autorité palestinienne d'Arafat.

En forme de conclusion : Où va la Palestine ?

Comme toute révolution démocratique, le mouvement palestinien a comporté dès ses origines deux tendances. L'une progressiste (le FPLP et le FDLP notamment, mais aussi des courants au sein du Fath), **visant un projet social libérateur** par la lutte de libération nationale, et porté par les masses palestiniennes. L'autre (représentée par la majorité de Fath et incarnée par Arafat), dont l'objectif est **étroitement national**, et qui vise à permettre l'accession au pouvoir politique d'une bourgeoisie palestinienne opprimée économiquement et politiquement par le sionisme. Les accords d'Oslo de 1993, ouvrant la perspective d'un mini-Etat palestinien, marque un tournant. Ce fut la victoire décisive de ce second courant à la tête du mouvement national palestinien.

Depuis 1993 les mouvements islamistes ont réussi à capter une grande partie du désespoir des masses palestiniennes et notamment des jeunes. Ils s'opposent au plan de paix, mais pas d'un point de vue libérateur et anti-impérialiste. Les dirigeants de ces partis, quand ils ne sont carrément pas antisémites, partagent tous le même idéal nationaliste et religieux qu'ils font passer pour de l'antisémitisme radical. Ils veulent un Etat confessionnel, islamiste, à la place ou à côté de l'Etat sioniste. En cela ils sont les meilleurs alliés d'Israël. En cela, ce sont les ennemis de la cause palestinienne. Quant à leur pratique des attentats aveugles, même si elle se nourrit de l'occupation, elle est aussi le reflet de leur projet politique.

Comme en Yougoslavie ou en Afrique, aucune solution nationaliste ne peut résoudre la question nationale. Ni la création d'un Etat indépendant fantoche géré par l'Autorité palestinienne, dont la perspective s'éloigne chaque jour un peu plus. Ni le fanatisme religieux et le nationalisme réactionnaire.

Revendiquer aujourd'hui un « Etat palestinien », morcelé en une demi-douzaine de bantoustans (4 à 9 cantons en Cisjordanie et 1 à Gaza), c'est accepter que les palestiniens vivent parqués dans ces bantoustans pour servir de main d'œuvre bon marché en Israël. C'est la mystification reprise par les intégristes et les ultra-nationalistes, qui consiste à accepter l'Etat d'Apartheid que veut Israël.

Toute solution à la question nationale en Palestine doit passer par **le refus du partage impérialiste de 1947-48**, et donc par la destruction du sionisme et de l'Etat d'Israël qui en sont la cause. C'est une voie incontournable. Et c'est au mouvement national palestinien, aux masses palestiniennes, et au prolétariat en particulier, juif et arabe, d'impulser la lutte pour revendiquer la Palestine libre, laïque, démocratique et multiculturelle, évoquée par l'OLP en 1969.

A bas le sionisme et l'occupation !

Démantèlement de toutes les colonies de peuplement sionistes !

Retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers !

Vive la lutte du peuple palestinien, y compris la lutte armée contre l'occupation et les colonies !

Pour un Etat Palestinien-Israélien unique, libre, démocratique, laïque et multiculturel !